CC - 47 M
C.G. - PATRIMOINE
RELIGIEUX

MÉMOIRE

Présenté à

La Commission de la culture de l'Assemblée nationale du Québec

sur

L'avenir du patrimoine religieux (mobilier) au Québec

20 septembre 2005

par

L'hon. Serge Joyal c.p., o.c., o.q.

PRÉAMBULE

Pourquoi je demande à être entendu à la Commission de la culture de l'Assemblée nationale du Québec sur l'avenir du Patrimoine religieux (mobilier) au Québec :

- Fondateur, avec le Révérend Père Wilfrid Corbeil c.s.v (1893-1979), du Musée d'art de Joliette en 1967 – Musée dont le noyau de la collection est constitué d'œuvres d'art sacré d'origine européenne et canadienne (Vice-président du Musée d'art de Joliette de 1967 à 1997 - Nombreux dons d'œuvres d'art sacré à ce Musée).
- Intervention publique pour empêcher la destruction, par la Voirie du Québec, du mur du cimetière adjacent à l'église Saint-Paul de Joliette (construite en 1804) et pour demander son classement à titre de monument historique, en 1973. Organise alors la campagne de levée de fonds pour sa restauration.
- Organisateur de l'exposition « Trésor des fabriques du Diocèse de Joliette » au Musée d'art de Joliette en 1978 – inventaire des œuvres d'art des 58 paroisses du diocèse – Publication d'un article dans la revue « Vie des arts », à l'été 1978, soulignant les risques auxquels sont soumises les œuvres d'art sacré.
- Dons de plusieurs œuvres d'art au Musée de l'église Notre-Dame à Montréal lors de sa réouverture en 1982, après l'incendie de la chapelle du Sacré-Cœur.
- Conférencier, en 1987, au Gesù à Montréal lors du congrès de la Société canadienne pour l'histoire de l'Église, sur le thème de l'architecture religieuse dans le diocèse de Joliette, texte publié dans le rapport de l'assemblée annuelle.
- Interventions pour rendre accessible aux programmes de création d'emplois du ministère fédéral de la main d'œuvre, les travaux de restauration des églises au Québec, 1980-84 ; 1993-1995.

- Nombreux dons, depuis 15 ans, au Centre canadien d'architecture (CCA), de maquettes, plans, gravures et dessins d'architectes pour des églises au Québec : église Sainte-Anne-de-la-Pérade, église Notre-Dame de Montréal, église Saint-Jean-de la-croix, église Sainte-Mélanie, église de Verdun, etc.
- Nombreux dons (200), depuis 20 ans, au Musée des beaux-arts de Montréal d'œuvres d'art sacré, d'origine canadienne et européenne, orfèvreries, sculptures, peintures, dessins, ainsi qu'au Musée de la Civilisation du Québec.
- Récupération du décor intérieur en bois sculpté de l'église de Sainte-Hélène-de-Kamouraska en 1972, promis à la destruction et transféré au Musée d'art de Joliette.
- Intervention pour la réinstallation dans le nouvel édifice du Musée des beaux-arts du Canada (1983) de l'intérieur complet, en bois sculpté, de la chapelle des Sœurs Grises de l'ancien couvent de la rue Rideau à Ottawa.
- Prêts, à plusieurs expositions, de nombreuses œuvres d'art rattachées au patrimoine religieux du Québec : Montréal et la Révolution française (1989), 150^{ème} anniversaire de fondation du diocèse de Montréal (1840-1990), Napoléon...à l'île Sainte-Hélène (1999), etc.
- Membre du Comité consultatif (1997-98) des Soeurs Grises de Montréal pour la relocalisation du Musée de la Communauté, du couvent du blvd René Lévesque à leur couvent d'origine, rue Saint-Pierre à Montréal.
- Collectionneur d'un grand nombre d'œuvres d'art sacré d'origine canadienne et européenne : orfèvrerie, peintures, sculptures, dessins, gravures, estampes, ferronnerie, dinanderie, vêtements liturgiques, arts décoratifs du XVII^{ème} au XX^{ème} siècle, ayant effectué au cours des ans plusieurs interventions publiques, articles, conférences, débats sur le thème de la protection du patrimoine religieux.

Monsieur le Président,

Honorables député(e)s,

- Il y a 35 ans, j'ai récupéré dans le dépotoir derrière le vieux cimetière de Saint-Paul de Joliette les croix de fer forgé que le bedeau avait arrachées sur des lots non réclamés, en fait ceux qui dataient du tout début de la paroisse à la fin du XVIII^{ème} siècle. Les croix étaient évidemment des œuvres du premier forgeron local.
- Il y a 30 ans, j'ai récupéré du hangar à bois de la paroisse de Sainte-Hélène-de-Kamouraska tout l'intérieur de l'église, sculpté vers 1840, qui en avait été retiré avec l'accord de l'évêque du diocèse de Rimouski pour « rajeunir » – « moderniser » l'église et faciliter son entretien... Tout cet ensemble en bois devait être utilisé pour chauffer l'église l'hiver suivant. Je lui ai payé la valeur de 10 cordes de bois.
- Il y a 25 ans, j'ai acquis d'un antiquaire de Montréal la statue de la Madone, polychrome, sculptée par Joseph Rollin pour l'ancienne église Notre-Dame de Montréal, transférée dans l'église actuelle en 1829 et retirée en 1876; on avait perdu la trace de son existence jusqu'à ce qu'un antiquaire de la rue Greene, qui déménageait à Dallas au Texas en 1979, me laisse savoir qu'il vidait son entrepôt du Vieux-Montréal et qu'il y avait des pièces qui pouvaient peut-être m'intéresser. J'y ai trouvé aussi le tabernacle de la première église de Saint-François-du-Lac, sculpté par Jean Jacquiès dit Leblond en 1721-22, à l'époque où mon ancêtre paternel, Pierre Joyelle, était marguillier de cette paroisse.
- Il y a 20 ans, j'ai acquis d'un revendeur le ciboire en argent donné par Louis XIV au père Le Pautre pour les missions acadiennes et qui fut enterré avec le calice et l'ostensoir pour échapper à la destruction de la petite église de la Rivière-aux-canards et celle de Grand-Pré, au moment de la déportation des Acadiens en 1755. Le calice subsiste. Il est aujourd'hui conservé au Musée de Moncton.

- Il y a 15 ans, suite à une offre privée d'acquérir un tableau qu'il me semblait reconnaître, j'ai alerté la police de Montréal qui, mise sur la piste, a ainsi pu récupérer les tableaux volés à la Basilique de Québec 8 ans plus tôt. J'ai alors témoigné au procès pour conclure la restitution.
- Il y a 10 ans, j'ai acquis d'un particulier le croquis au crayon du portrait de Mgr Ignace Bourget par le fameux portraitiste du XIX^{ème} siècle, Antoine Plamondon, exécuté d'après nature vers 1840.
- Il y a 5 ans, j'ai acquis tout un ensemble de pièces d'orfèvrerie exécutées à Montréal de 1930 à 1960 par un groupe d'orfèvres formés à l'école moderne, mais dont les noms et les œuvres sont aujourd'hui totalement méconnus : Doucet, Duquet, Bérard, Laverdure, etc.

Pourquoi le patrimoine religieux au Québec est-il en danger ?

Vous allez me demander ce qui a changé depuis 35 ans, époque où il m'est apparu « criminel » pour un peuple de laisser ainsi aller sa mémoire et son histoire sans presque bouger le petit doigt ?

Ma réponse, toute simple : pas grand-chose! Certainement pas à la mesure du défi, qui n'en est que plus aigu depuis que la démolition des églises s'accélère, sans qu'on en soit encore venu à adopter une véritable politique de protection du patrimoine religieux adaptée à l'ampleur des besoins actuels. Depuis la publication, en 1998, du rapport des consultations publiques intitulé « Le Patrimoine religieux au Québec » par Jean Simard, les initiatives qui ont pu être prises n'ont pas suffi à enrayer les menaces de disparition et de destruction qui pèsent toujours sur lui et n'en sont que plus pressantes. Parfois, il faut le protéger à l'encontre des interventions mal avisées de ceux-là même qui en ont la possession.

Je continue d'acquérir au hasard des coups de téléphone, des visites de salles de vente, d'antiquaires et brocanteurs en tous genres, de nombreux lambeaux de notre histoire religieuse sans qu'il y ait beaucoup de temps à perdre pour essayer d'intéresser une paroisse, une communauté, voire un musée à acquérir les objets du patrimoine religieux. Bien sûr, il y a quelques exceptions ici ou là. Mais la bureaucratie, les lents comités d'acquisition généralement à budgets fort restreints, les interminables consultations, le manque de ressources font qu'en pratique la tendance lourde est encore au laissez faire, à l'ignorance ou à l'incapacité d'agir. Il y a bien quelques individus ici ou là, les « mordus » comme MM. Luc Noppen, Jean Simard ou Dinu Bumbaru qui arrivent, à force d'acharnement, à protéger ou sauver un édifice, provoquer une restauration, ou alerter l'opinion. Mais il n'y a pas de volonté politique véritable et concertée.

Le Québec a développé, à l'égard de son patrimoine religieux, une sorte de pudeur publique : on préfère ne pas en parler, ou feindre de ne pas savoir. Comme disait Harpagon dans « L'Avare » de Molière : « Cachez ce sein que je ne saurais voir... » L'époque du messianisme historique et de l'église triomphante et dominatrice au Québec nous rappelle trop de mauvais souvenirs pour qu'on ose la protéger, la célébrer, s'en faire un fleuron à notre couronne identitaire. Elle est associée à la grande noirceur, à l'époque où un Premier ministre du Québec pouvait déclarer narquoisement que : « les évêques mangent dans ma main », et tous les mauvais souvenirs de remonter à la surface, comme le fond d'un étang qu'il vaut mieux ne pas remuer, de peur de brouiller l'eau!

À mon avis, le Québec n'a pas encore exorcisé les vieux démons de son histoire religieuse et il éprouve d'énormes difficultés à assumer cette facette de son passé qui a eu ses grandeurs et ses échecs, comme si l'évolution d'un peuple était linéaire, toujours faite d'héroïsme et de succès. Nous n'avons pas encore assumé les excès, voire les abus de notre passé religieux : pensons au temps qu'il a fallu aux orphelins de Duplessis pour obtenir compensation; pensons à l'incroyable tentative d'assimilation culturelle des

autochtones dans les pensionnats religieux – plaie ouverte, qui attend toujours reconnaissance et réparation.

À telle enseigne, on trouve souvent dans ces silences l'explication ou l'excuse pour nos faiblesses collectives, parfois notre pleutrerie. L'histoire de l'Église catholique au Québec nous concerne presque exclusivement. Ses faiblesses sont les nôtres; nous ne pouvons faire appel à l'excuse facile qu'elles nous ont été imposées par les « autres », ou comme on l'invoquait souvent autrefois, par les « anglais », pour justifier notre absence des leviers économiques.

L'indifférence du public à l'égard du patrimoine religieux

Le Québec ne doit pas avoir honte de se regarder dans le miroir de son histoire religieuse, voire de toute son histoire, et ce n'est que lorsqu'il aura consciemment assumé sa responsabilité, sans fausse honte, qu'il célébrera les réalisations exceptionnelles de son art sacré. Il est riche d'un patrimoine unique qui remonte aux premiers jours de la Nouvelle-France et s'étend sur quatre siècles. Mais voilà 45 ans que la Révolution tranquille est passée, et nous n'avons pas encore réussi à intégrer cet aspect de notre identité culturelle.

Je n'ai pas la prétention de vous suggérer aujourd'hui pourquoi nous semblons refuser d'affronter carrément cet aspect de notre indifférence ou de notre oubli collectifs. Mais les signes intérieurs ou publics sont toujours bien présents.

Ainsi, par exemple, depuis plus de 20 ans il ne se publie presque plus d'ouvrages au Québec, un tant soit peu sérieux, sur un aspect ou l'autre du patrimoine religieux. Ça n'intéresse pas le public vous disent les éditeurs ou les organismes subventionnaires. L'an dernier, j'ai tenté d'intéresser le Conseil des arts à la recherche de M. François Brault, co-auteur du splendide ouvrage « Les arts sacrés au Québec » (publié en 1989

avec Jean Simard, aux éditions de Mortagne), pour un ouvrage à paraître sur l'art funéraire au Québec, un aspect du patrimoine religieux qui, par ignorance, sinon mépris, est en train d'être détruit, vandalisé, dilapidé, voire pillé. La réponse n'a pas été longue : mais quel public s'intéresse à ça? On avait l'impression d'être des dilettantes d'une autre planète en mal de sujet de publication. Au Québec, on n'a pas encore appris à valoriser le lieu patrimonial et historique que constituent les cimetières. Pourtant, d'autres grandes villes ailleurs au monde offrent des exemples dont on pourrait s'inspirer.

Après la redécouverte des trésors de notre patrimoine dans les années 70, à la faveur d'un regain de popularité pour les meubles en pin décapés, les chaises en babiche et les lampes à huile, l'intérêt est retombé aujourd'hui au point mort.

Il suffit de parler aux antiquaires qui avaient l'habitude de vendre ce type d'objets pour réaliser que le grand nombre en est revenu de sa « période courtepoinTE », et qu'en fait les seules pièces qui font des prix d'exception et sont encore convoitées, sont celles d'exceptionnelle qualité ou rareté. Comme ils vous diront : « Le reste ne se vend pas » ou à si peu. Souvenez-vous de cette scène du film de Denis Arcand « Les Invasions Barbares » : le curé fait visiter les réserves de son sous-sol à une antiquaire qui lui apprend, tout surpris, que ce qui reste n'a pas de valeur : « le bon stock étant déjà parti depuis belle lurette ».

À voir la tête du vendeur, le jour où je discutais l'achat d'une chromolithographie de Saint-Jean Baptiste, notre saint patron dit « national », j'avais nettement l'impression qu'il se disait en lui-même : « Pauvre monsieur Joyal, il en est rendu à acheter des calendriers... ». Vous êtes-vous demandés pourquoi la Société-St-Jean-Baptiste n'a jamais publié un seul ouvrage, de mémoire d'homme, monté une seule exposition sur l'iconographie et le symbolisme de Saint-Jean Baptiste au Québec? On a largué Saint-Jean Baptiste de la fête nationale, soit comme mauvais souvenir, soit au mieux pour être inclusif. Pourtant, Jeanne d'Arc est toujours restée la patronne de la France même le jour où elle est montée sur l'autel en 1920, sous la III^{ème} République! Chaque année le deuxième dimanche de mai, jour anniversaire, les autorités parisiennes viennent fleurir son monument. Mais ça, c'est une autre histoire.

Une omission gênante

Acquérir de l'art religieux au Québec vous fait passer au mieux pour un original, au pire, pour un détraqué, comme l'écrivait Louis Fréchette au XIX^{ième} siècle.

Les musées d'ailleurs, qui sont d'une certaine façon tributaires des chercheurs et des travaux des universitaires, affichent le même silence convenu : vérifiez la programmation, les catalogues publiés depuis 10 ans et vous constaterez que l'intérêt et le « cœur » n'y sont pas. Les deux derniers ouvrages d'importance à avoir été publiés l'ont été par le Musée des beaux-arts du Canada; eh oui! Le premier, par René Villeneuve, intitulé « Du Baroque au Néoclassicisme », publié en 1997, et le dernier, du même auteur, intitulé « L'orfèvrerie québécoise », publié en 1998. Il faut remonter à la visite du Pape Jean-Paul II à Québec en 1984 pour consulter les 2 tomes du catalogue de l'exposition « Le grand héritage – l'Église catholique et les arts au Québec », publié à l'époque par le Musée du Québec (il n'était pas « national » à ce moment là); ouvrage de grande érudition et qualité.

En avril dernier, Mme Madeleine Landry, de Québec, vint me rencontrer pour obtenir mon appui à son projet de publication de l'ouvrage exceptionnel auquel elle avait consacré son temps et ses économies, intitulé « L'art sacré en Amérique française », qu'elle cherchait à faire publier après s'être vue fermer les portes des maisons d'édition. Je lui ai alors conseillé Les Presses de l'Université Laval en m'engageant à faire acquérir un nombre raisonnable d'exemplaires pour financer la publication. Je puis vous dire aujourd'hui que son ouvrage fera date au Québec. Finalement, il sera publié aux Éditions Septentrion de Sillery; M. Denis Vaugeois me l'apprenait récemment. Si son projet avait été un livre de recettes, du style « Tante Berthe », il serait déjà sur les rayons des librairies!

Évidemment, quand les facultés et les grandes écoles n'enseignent pas l'histoire des arts décoratifs, ne forment pas le goût des générations successives d'étudiants, et

ignorent même un aspect important de notre passé, on ne peut pas espérer que le public, un jour, se mette à valoriser les œuvres de son patrimoine religieux. C'est le conservateur associé des meubles canadiens du Royal Ontario Museum, M. Ross Fox, qui est à rédiger l'histoire de l'orfèvrerie au Canada, dont la plus longue tradition a vécu à Québec et à Montréal depuis le XVII^{ème} jusqu'au XX^{ème} siècle. C'est vrai, il ne faut pas oublier que la collection Birks d'orfèvrerie est à Ottawa! Comme on disait autrefois à l'école : « Tout se tient dans une société » : l'ignorance d'une époque, l'oubli d'une partie essentielle de notre histoire, se reflètent dans nos choix ou notre absence d'intérêt pour ce que nous sommes, ce que nous avons été, en assumant pleinement autant les gloires que les excès de notre passé.

Quand on détruit une église, un couvent ou une école, édifices ancestraux, on fait disparaître les signes tangibles d'un enracinement historique. On prive les générations futures de la capacité de se reconnaître : on efface notre propre mémoire.

Les enjeux de la protection du patrimoine religieux

Vous êtes donc face à ce choix, à cet exercice, dont les ramifications pour ce que nous sommes sont tout à la fois fort complexes et multiples.

J'endosse votre initiative : je la trouve personnellement salutaire, risquée et ouverte à des détours imprévisibles. J'en veux pour l'illustrer un seul exemple : depuis 4 ans, le Musée des beaux-arts de Montréal cherche à acquérir l'église Erskine/american, située juste à côté de son ancien Pavillon, afin d'y loger sa collection d'art sacré et d'utiliser ces lieux pour mettre en valeur les arts décoratifs du patrimoine religieux du Québec. Prix d'achat : 4.5 millions. Ce n'est pas la mer à boire, quand on sait que les compétitions de natation de la FINA à Montréal, l'été dernier, ont fait 4 millions de déficit et que personne n'a poussé les hauts cris. Du moins pas à Québec, que je sache.

Et bien, malgré le fait que le projet du Musée des beaux-arts de Montréal tombe sous le sens et répond à un besoin criant pour servir de point d'appui afin de recueillir les œuvres d'art des églises désaffectées ou qui le seront éventuellement, ou des couvents devenus vacants par suite de l'extinction ou du manque de ressources (comme c'est le cas des Sœurs Grises, de la Charité, de la Providence, de la Miséricorde, du Bon Pasteur, des Servites de Marie, etc.), il n'y a pas d'argent à Québec, pas d'argent à Montréal, et à Ottawa on tire toujours l'oreille en se demandant si c'est vraiment là une priorité pour développer le tourisme à Montréal. Vous croyez que je rêve ; parlez-en au président du Musée des beaux-arts, M. Bernard Lamarre!

Pourtant, au Musée des beaux-arts du Canada, on n'hésite pas à dépenser, le mois dernier, 4.5 millions pour acquérir une « Madone et Enfant » par Salviati, peintre de la Renaissance. Pourquoi ce qui est d'une époque révolue et d'une autre origine est tellement désirable, alors que ce que nous avons produit nous laisse si indifférent? Suis-je chauvin?

À défaut de confirmer, à court terme, l'achat de l'ancienne église presbytérienne, il y aura à la place de cette église désaffectée une tour à condos de plus sur la rue Sherbrooke, et le patrimoine religieux s'en ira là où le reste est déjà parti. En d'autres mots, sans un SUPPORT INSTITUTIONNEL, autant dans les facultés d'histoire de l'art ou de muséologie que dans les écoles supérieures, autant dans les musées que dans les maisons d'édition, que les entreprises qui conçoivent les documentaires, les objets d'art sacré continueront de disparaître puisque par définition, comme dit le Code civil à l'article 905, ce sont des biens meubles qui, par essence, « peuvent se transporter » et ne sont pas attachés aux immeubles qui eux ont au moins l'avantage de l'ancrage dans un lieu donné.

Bien que les objets du culte soient insaisissables, au sens du Code de procédure civile (article 553), il n'en demeure pas moins que plusieurs d'entre eux sont présentement soumis à la dispersion et, éventuellement, à la disparition. L'ancien article

2217 du Code civil, qui reconnaissait que les objets du culte étaient hors commerce et imprescriptibles, n'a pas été reproduit dans le nouveau Code de 1994. Il faut rappeler que c'est cet article qui était à la base du jugement de la Cour supérieure du Québec (18 janvier 1980) dans l'affaire de la Fabrique de l'Ange-Gardien. Le nouvel article 2876 a une portée limitée. Le fondement juridique de la protection civile des objets d'art sacré est à réévaluer, ce qui doit nous interpeller sur les mesures d'urgence à prendre dans le contexte actuel.

L'art sacré est une forme d'expression culturelle au Québec qui est partie intégrante de notre identité et de notre rapport à la civilisation. Il exprime une vision du monde et de l'humanité qui témoigne d'une manière originale de notre enracinement et de notre développement. Il a façonné, entre autres, les principes et les valeurs qui structurent toujours notre philosophie politique et nos institutions publiques. Il reflète aussi le raffinement d'un peuple, le talent de ses nombreux artistes, le goût du jour. Le choix fait par nos ancêtres de privilégier cette forme d'art, malgré leurs faibles moyens financiers, commande un certain respect. Effacer, ou détruire, ce qui nous a longtemps distingué équivaut à porter en même temps un jugement sur notre passé. La préservation de l'art sacré est une responsabilité collective.

À ce titre, il doit être reconnu par l'État, de manière formelle. Il fait partie de ce qu'est au Québec la « res publica », comme l'écrivait Platon. Il est du domaine public, bien qu'il origine du privé.

Une responsabilité publique redéfinie

Il ne doit pas y avoir de gêne pour l'État à investir des fonds publics dans le financement, la mise sur pied d'institutions et l'acquisition d'œuvres du patrimoine religieux, fut-il principalement d'origine catholique au Québec, bien que plusieurs autres confessions religieuses offrent aussi un patrimoine à conserver et à mettre en valeur. La

France subventionne à plein régime l'entretien et la restauration des œuvres d'art que l'on retrouve dans des églises toujours utilisées aux fins du culte religieux. Il suffit de faire le tour des églises du centre de Paris pour s'en convaincre : Saint-Gervais, Saint-Eustache, Saint-Merri, Saint-Germain, Saint-Séverin, sont des exemples à portée de la main. Le principe de la séparation de l'Église et de l'État ne signifie pas que l'État doive se désintéresser, ou ignorer sa responsabilité à l'égard de la conservation et de la mise en valeur du patrimoine religieux, bien qu'encore en usage aux fins du culte.

Le privé conserve certes une responsabilité réelle; mais l'importance de l'histoire religieuse au Québec et le besoin essentiel de préserver l'art sacré pour la définition de ce que nous sommes enjoignent à l'État d'adopter une politique formelle exprimée dans une loi organique. L'importance de cette forme d'expression culturelle au Québec, et les risques de destruction auxquels elle est soumise, justifient que l'État intervienne pour sa protection. Pour ce que le Québec représente, la culture est, d'une certaine manière, stratégique. Et sa conservation est au premier chef du domaine public.

J'ose espérer que sous votre initiative et suite à vos travaux il y aura des décisions qui seront prises, clairvoyantes, qui nous réconcilieront avec notre passé, somme toute, pas si lointain. Comme Québécois qui depuis 35 ans tente de sauver ce qu'il peut, il n'y a pas de souhait plus opportun.

Souvenons-nous ! Quand la mémoire d'un peuple fait défaut, il perd ses repères et navigue à vue.